

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 29 mai 2013****Objet n° 4** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme Cécile Jodogne, MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M. Frédéric Nimal, Mme Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle Van Zuylen, MM. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Conseillers communaux; M. Jacques Bouvier, Secrétaire communal.

ABSENTS: M. Halis Kökten, Mmes Angelina Chan, Catherine Moureaux, Berrin Saglam, Conseillers communaux.

**#Objet : Taxe sur les emplacements de parcage - Exercices 2013 à 2016 – Modification #**

## LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 30 voix contre 11 et 2 abstention(s).*

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Revu sa délibération du 28 septembre 2011 votant le renouvellement et la modification du règlement relatif à la taxe sur des emplacements de parcage pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2016 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 mai 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**ARRETE :****Article 1**

Il est établi, pour les exercices 2013 à 2016, une taxe communale annuelle sur des emplacements de parcage.

Sont visées :

1. les surfaces de parking desservant des bureaux ;
2. les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou à une activité de production de services matériels ou de biens immatériels ;
3. l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage.

**Article 2**

Il faut entendre par surfaces de parking desservant des bureaux ou surfaces de parking connexes à une activité commerciale ou autres (mentionnées à l'article premier, point 2) tout espace dont l'occupant d'un bureau ou l'exploitant de l'activité commerciale ou autres (mentionnées à l'article premier, point 2) peut disposer en vue d'y laisser stationner les véhicules automobiles de ses clients, de ses visiteurs ou de son personnel

**Article 3**

Les taux de la taxe pour l'exercice 2013 sont fixés à :

- a) 100€ par emplacement pour les surfaces de parking desservant des bureaux [taux 1];
- b) 130€ par emplacement pour les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de production de services matériels ou de biens immatériels [taux 2];
- c) 55€ par emplacement pour l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage [taux 3].

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, arrondis au dixième d'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016

[Taux 1]	102,50€	105,10€	107,70€
[Taux 2]	133,30€	136,60€	140,00€
[Taux 3]	56,40€	57,80€	59,30€

Le Collège peut accorder une réduction du montant de la taxe aux établissements précisés aux points a) et b) du présent article qui pourront mettre à disposition des riverains des emplacements en dehors des heures d'ouvertures normales des établissements.

#### **Article 4**

La taxe est due par la personne physique ou morale occupant les bureaux ou par l'exploitant de l'activité commerciale ou autres (mentionnées à l'article premier, point 2) connexes aux emplacements de parage ou par l'exploitant des emplacements de parage exploités commercialement.

#### **Article 5**

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de début ou de fin des activités visées à l'article premier.

#### **Article 6**

Ne seront pas soumises au présent règlement, les surfaces de parking :

- a) de moins de 10 emplacements ;
- b) servant aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, aux établissements d'enseignement subventionnés, aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques, aux dispensaires et œuvres de bienfaisance, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
- c) desservant des bureaux occupés par des personnes de droit public, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales.

#### **Article 7**

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

#### **Article 8**

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à 50% du droit initialement dû.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

#### **Article 9**

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

#### **Article 10**

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

#### **Article 11**

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des Impôts sur les Revenus de 1992.

#### **Article 12**

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du contribuable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

#### **Article 13**

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2013 et abroge la délibération du 28 septembre 2011 visée dans le préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 29 mai 2013

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre-Président,

(s) Jacques BOUVIER

Le Secrétaire communal,

Jacques BOUVIER

Pour expédition conforme  
Schaerbeek, le 4 juin 2013



(s) Bernard CLERFAYT

Le Bourgmestre

Denis GRIMBERGHS  
Echevin

UITREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK**Vergadering van 29 mei 2013****Voorwerp nr 4** van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, H. Frédéric Nimal, Mevr. Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle Van Zuylen, HH. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Gemeenteraadsleden; H. Jacques Bouvier, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Halis Kökten, Mevr. Angelina Chan, Catherine Moureaux, Berrin Saglam, Gemeenteraadsleden.

**#Objet : Belasting op de parkeerplaatsen - Dienstjaren 2013 tot 2016 –Wijziging #**

## DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 30 stem(men) tegen 11 en 2 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Herziende zijn raadsbesluit van 28 september 2011, welke de hernieuwing en de wijziging van het reglement betreffende de belasting op parkeerplaatsen, stemt voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2016;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 mei 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**B E S L U I T:**

**Artikel 1**

Er wordt voor de dienstjaren 2013 tot en met 2016 een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op parkeerplaatsen.

Worden bedoeld:

1. parkeerruimten ten gerieve van kantoren;
2. parkeerruimten verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen;
3. parkeerruimten uitgebaat voor commerciële doeleinden.

**Artikel 2**

Er dient verstaan te worden onder parkeerruimten ten gerieve van kantoren of parkeerruimten verbonden aan handelsactiviteiten of anderen (vermeld in artikel één, punt 2) elke ruimte waarvan de bezetter van een kantoor of de uitbater van handelsactiviteiten of anderen (vermeld in artikel één, punt 2) kan beschikken met het doel voertuigen van klanten, bezoekers of personeel te laten stationneren.

**Artikel 3**

De belastingvoet wordt voor het dienstjaar 2012 vastgesteld als volgt:

§ 100€ per parkeerplaats voor parkeerruimten ten gerieve van kantoren [aanslagvoet 1];

§ 130€ per parkeerplaats voor parkeerruimten verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen [aanslagvoet 2];

§ 55€ per parkeerplaats voor parkeerruimten uitgebaat met commerciële doeleinden [aanslagvoet 3].

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden geïndexeerd met 2,5%, afgerond naar het dichtstbijzijnde tiende van een euro, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016
[Voet 1]	102,50€	105,10€	107,70€

[Voet 2]	133,30€	136,60€	140,00€
[Voet 3]	56,40€	57,80€	59,30€

Het College kan een vermindering toestaan op het bedrag van de belasting aan de voornoemde instellingen in de punten a) en b) van dit artikel die aan de buurtbewoners parkeerplaatsen zouden beschikbaar stellen, buiten de normale openingstijden van deze instellingen.

#### **Artikel 4**

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de kantoren bezet of door de uitbater van de handels- of andere activiteiten (vermeld in artikel één, punt 2) gehecht aan de parkeerplaatsen of door de uitbater van parkeerplaatsen uitgebaat voor commerciële doeleinden.

#### **Artikel 5**

De belasting is voor het ganse jaar verschuldigd welke ook de datum van aanvang of de datum van stopzetting van de bovenvermelde activiteiten in artikel één wezen.

#### **Artikel 6**

Worden niet aan bijgaand reglement onderworpen, de parkeerruimten:

- a) minder dan 10 parkeerplaatsen;
- b) welke ten dienste staan van de erediensten, aangeduid door de wet op het wereldlijke der erediensten, de betoelaagde onderwijsinstellingen, de hospitalen, de klinieken, de poliklinieken, de dispensaria en weldadigheidswerken met uitzondering van de parkeerruimten gebruikt in het kader van winstgevende of handelspraktijken;
- c) ten gerieve van kantoren bezet door openbare rechtspersonen met uitzondering van de parkeerruimten gebruikt in het kader van winstgevende of handelspraktijken.

#### **Artikel 7**

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vermeld. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

#### **Artikel 8**

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 50% van de oorspronkelijke verschuldigde belasting. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

#### **Artikel 9**

De belastingkohieren worden vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

#### **Artikel 10**

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

#### **Artikel 11**

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn, zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgesteld in artikel 414 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen voor 1992.

#### **Artikel 12**

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

#### **Artikel 13**

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2013 en herroept het in de inleiding bedoelde raadsbesluit van 28 september 2011.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 29 mei 2013

De Gemeentesecretaris,  
(g) Jacques BOUVIER

De Burgemeester-Voorzitter,  
(g) Bernard CLERFAYT

Voor eensluidend afschrift :  
Schaarbeek, 4 juni 2013

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester

Jacques BOUVIER



Denis GRIMBERGHS  
Schepen